

LETTRE OUVERTE

à Emmanuel MACRON Président de la République

***D*e puissantes mobilisations sont spontanément nées face aux politiques ultras libérales menées, faisant supporter aux plus faibles des contraintes financières de toutes parts, dans un contexte où le salaire ne rapporte plus suffisamment pour vivre dignement.**

A contrario, le ruissellement tant promis pour les travailleurs.ses s'est transformé en un grand fleuve qui inonde généreusement et exclusivement les plus riches.

Contraint de répondre aux revendications sociales qui s'expriment sans discontinuer, vous avez décidé d'organiser « un grand débat national » sur la base de vos propres questions.

Notre
Fédération CGT
de la Santé et
de l'Action

Sociale ne retrouve pas, dans ce questionnement au peuple, les grandes problématiques et dysfonctionnements que subit notre système de santé, ainsi que l'ensemble de ses personnels. Cependant, elle constate la poursuite de réformes enclines à aggraver la situation.

Le grand débat national, est-il vraiment utile à faire émerger les préoccupations existantes quand nous affirmons que, pour notre part, nous avons déjà, par tous les moyens dont disposent les organisations syndicales, fait connaître les revendications des près de 2 millions de personnels. Ces dernières expriment avec force leurs usantes conditions de travail, l'insuffisance des rémunérations, la non-reconnaissance

de leurs métiers car majoritairement féminisés, leur souffrance de ne pas disposer des moyens suffisants pour répondre aux besoins des populations.

Malgré les très nombreuses alertes dans le cadre des instances et réunions, par des milliers de grèves dans les établissements,

par le résultat même des élections professionnelles qui nous légitiment à nouveau à la première place,

l'ignorance du gouvernement reste intacte et il poursuit sa casse du système sanitaire, social et médico-social.

Monsieur le Président, nous ne voyons pas d'amélioration sur les points évoqués, tout au contraire, c'est pourquoi nous réitérons notre exigence d'ouverture de réelles et sincères négociations.

Elles permettraient d'aborder l'ensemble des questions et décider avec tous les partenaires légitimes d'un système sanitaire, social et médico-social à la hauteur des attentes partout sur le territoire, y compris ceux de la ruralité, désertés par les services publics au motif d'économies budgétaires.



Monsieur le Président, la colère blanche, ignorée depuis trop longtemps, rejoindra le flot de tous les mécontentements le 5 février et au-delà, si aucune réponse ne lui est apportée.